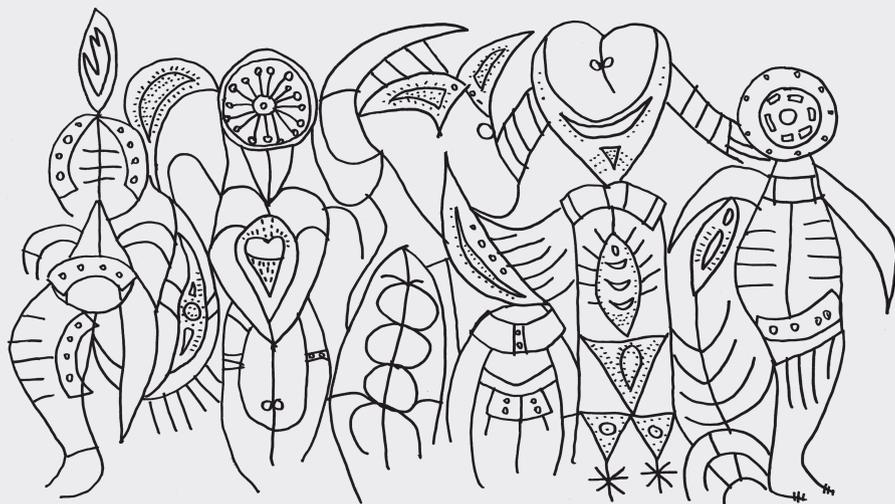


SOUS LA DIRECTION DE
SABINE LAMOUR, DENYSE CÔTÉ
ET DARLINE ALEXIS

DÉJOUER LE SILENCE

Contre-discours sur
les femmes haïtiennes



les éditions du remue-ménage

Le continuum féministe : de l'identité sexuelle aux rapports sociaux de sexe¹

Francine Descarries

D'HIER À AUJOURD'HUI, la pensée féministe au Québec se déploie sur un continuum dont les discours et les pratiques se déclinent en plusieurs versions selon les filiations théoriques, les postures idéologiques et les enjeux sociopolitiques d'où elle est formulée et mise en acte. Un premier trait distinctif se situe au niveau même de la définition du concept d'égalité et, par corollaire, des causes de l'inégalité entre les sexes, selon que celles-ci soient ou aient été pensées en termes d'égalité de chances, de discrimination, de différenciation, d'oppression, d'exploitation, d'hétérosexisme, d'imbrication des rapports sociaux, ou encore de déconstruction des genres.

Au moment de la résurgence du mouvement féministe au Québec à la fin des années 1960, l'essentiel de l'espace de réflexion et d'action était assez systématiquement mobilisé autour des notions d'égalité et de différence pour rendre compte et questionner la « condition féminine » : l'une s'appuyant sur le principe d'égalité des individus et le refus de la discrimination entre les sexes et l'autre, sur la spécificité des femmes pour réclamer l'égalité de droits et de fait. De ce fait, l'idéal démocratique d'une « société de semblables » (Rosanvallon, 2013) au

1. Ce texte reprend en partie les propos d'un article publié dans *LABRYS, études féministes/ estudos feministas*, n° 29, janvier-juillet, 2016, <http://www.labrys.net.br/labrys29/monde/francine.htm> plus : « Des rapports sociaux de sexe à l'identité sexuelle, un continuum qui divise les féministes ».

fondement même du courant du féminisme égalitariste se voyait fragilisé par la hantise du « pareil au même ». En contrepartie, l'essentialisme plus ou moins explicite du féminisme différentialiste est largement remis en cause par toutes celles qui refusent de se laisser enfermer dans une définition singulière et statique d'une identité féminine dont la permanence et les contraintes instituées font justement l'objet de leurs contestations et revendications. Plusieurs en viennent alors à adopter un vocabulaire plus critique, plus radical. Là où les féministes égalitaristes ne voyaient qu'anachronismes et ratés d'un système réformable, elles formulent leur analyse en termes de naturalisation des différences, de rapports de pouvoir, de division sexuelle du travail et d'oppression des femmes. Leur revendication devient l'abolition des institutions patriarcales pour en finir avec le déterminisme biologique et l'appropriation matérielle de la force productive et reproductive des femmes.

Au fil des décennies, les réflexions sur les rapports de sexe/genre, la catégorie/classe « femmes » et les voies d'affranchissement pour toutes les femmes, comme celles sur le sujet même du féminisme, se multiplieront, mais également se préciseront. Ces réflexions prennent des formes et soutiennent des finalités de plus en plus diversifiées, et parfois contradictoires, au regard de l'émergence de la question des différences entre femmes et des clivages qui rendent impensables et impraticables l'adhésion à une vision homogénéisante du Nous-femmes.

Aujourd'hui, plus qu'hier, le féminisme québécois accueille donc des pratiques et propose des lectures plus attentives à la pluralité/multiplication des expériences des femmes et à la diversification de leurs besoins et intérêts. Ces lectures sont, pour les unes, pensées en fonction de leur affinité avec les « théories politiques de l'identité et de la sexualité » et de questionnements axés sur la fragmentation de la catégorie femme, l'agentivité féminine ou encore la subversion des genres, alors que les autres sont modulées en fonction des expériences vécues par diverses classes/catégories de femmes et conceptualisées en des termes plus larges de justice sociale et de solidarité.

M'appuyant sur mon observation du champ des études féministes au Québec, je présenterai dans les pages qui suivent les trois courants

majeurs qui m'apparaissent aujourd'hui rejoindre l'essentiel de la pensée féministe québécoise et mettre en lumière son évolution. Naturellement, comme toute tentative de synthèse, celle-ci risque de simplifier une réalité plus complexe, alors que le découpage proposé est mien et ne doit pas être envisagé comme mutuellement exclusif. Il offre néanmoins la possibilité de mettre en lumière la nature et le sens général des tendances fortes qui traversent actuellement la pensée féministe québécoise et d'en saisir les tenants et aboutissants. Ainsi, après avoir évoqué brièvement le courant que je désigne sous le vocable « individualiste », puis celui du féminisme postmoderne et, plus spécifiquement, du féminisme *queer*, actuellement très présent dans le créneau des *Gender and Sexuality Studies*, je m'arrêterai plus longuement sur le courant que je qualifie de *féminisme solidaire* (Descarries, 1998).

L'hypothèse qui traverse mon propos est que le féminisme solidaire, dont l'angle d'analyse est celui des rapports sociaux, au contraire des deux autres courants, s'appuie sur une lecture clairement plus sociale de l'oppression des femmes et des processus de coproduction des divers rapports sociaux de division qui traversent leur vie et amplifient les clivages entre elles. Après avoir brièvement campé les deux autres courants, j'expliquerai donc pourquoi je considère qu'un féminisme solidaire, ancré dans une vision matérialiste des rapports sociaux de sexe/du genre, m'apparaît comme le courant de pensée et d'action politique le plus susceptible, d'une part, d'intégrer les critiques qui émanent des féminismes postcolonial, *black* et lesbien notamment et d'éviter l'oblitération des formes matérielles des rapports sociaux de sexe, et, d'autre part, de maintenir la dimension sociopolitique du féminisme en rendant intelligible la configuration dynamique et mouvante des divers rapports sociaux de pouvoir. Bref, une telle approche permet de postuler l'existence de la catégorie « femme » comme axe d'analyse et d'action non réductible à d'autres catégories comme la classe, la race, ou l'orientation sexuelle (Juteau, 2010).

Le féminisme individualiste

Le premier courant dont je ferai mention ici est celui du féminisme individualiste ou féminisme du choix – du choix « de faire des choix » – qui se développe sur l'*a priori* de l'égalité déjà là, à l'aune des importantes avancées culturelles, sociopolitiques et économiques qui, au fil des récentes décennies, ont marqué la vie de certaines femmes, dans certaines sociétés. Le féminisme « du choix » – aux États-Unis on parle aussi de *Girl Power* – s'inscrit dans une logique de rupture. Peu théorisé et largement diffusé par les blogues féministes américains, il reflète une appartenance générationnelle et s'articule autour d'un projet de libération personnelle. Les conceptions et les revendications des féministes de la « deuxième vague » y sont souvent perçues comme dépassées ou dogmatiques. Le caractère jugé « victimisant » ou oppositionnel des discours féministes antérieurs y est également pris à partie. L'adhésion à la fiction de l'égalité en amène alors plusieurs à donner préséance à la liberté de choix et aux performances individuelles comme voie de libération des femmes. Les stratégies préconisées privilégient la promotion d'un féminisme orienté sur un projet de réalisation personnelle et non sur celui d'une libération sociale collective des contraintes identitaires, sociopolitiques et hétéronormées du patriarcat.

Le procès du patriarcat en tant que système est en pratique abandonné au profit d'une recherche de solutions aux « contradictions générées » par l'héritage féministe – recherche de solutions qui mise essentiellement sur l'agentivité des femmes pour « gagner » leur accès aux ressources. Certaines féministes que j'associe à ce courant vont même jusqu'à préconiser d'utiliser le pouvoir sexuel féminin comme voie d'accès à l'*empowerment*.

L'adhésion à la fiction de l'égalité qui traverse ce courant amène plusieurs féministes à donner dorénavant préséance à la liberté de choix et à l'action individuelle comme voie d'autonomisation des femmes. Un grand nombre de ces dernières en viennent ainsi à souscrire à l'idée que femmes et filles détiennent désormais les attributs et les moyens pour échapper aux déterminismes sociaux, les problèmes systémiques d'inégalité qu'elles rencontrent devant être interprétés

comme des problèmes individuels. En tel cas, les féministes individualistes souscrivent, de manière quelquefois déconcertante, à une logique néolibérale utilitariste sans se soucier du fait que les progrès dont elles font état sont loin d'avoir rejoint toutes les femmes.

Le féminisme postmoderne

Le second courant qui occupe le continuum contemporain est celui du féminisme postmoderne dont « l'avant-garde » peut être associée à la théorie *queer* et à son ambition de subvertir les identités fixes (homme/femme) du système hétérosexuel.

Proche des milieux de la philosophie et de la critique littéraire, ce courant de pensée se caractérise par la prévalence accordée par certaines militantes et nombre d'auteures, particulièrement dans l'orbite des universités et groupes militants anglophones, aux discours sur l'identité féminine et la sexualité et sur les différences entre femmes. L'attention est portée à la déconstruction de la catégorie femmes au regard de la diversité sexuelle, culturelle et politique qui les séparent.

Largement inspirées par les travaux de Judith Butler (1999) voulant « faire un examen critique du vocabulaire de base » du féminisme, les postmodernes proposent la déconstruction et le refus des généralisations pour subvertir/brouiller les identités et analyser le sexe/genre comme référence identitaire et symbolique dans un régime de savoir-pouvoir. L'identité sexuelle, plutôt que l'identité sociale, est retenue comme point focal de l'analyse, alors que la déconstruction et la transgression de cette identité sont conceptualisées comme stratégie subversive.

Une telle posture amène une centration de l'analyse sur l'hétéro-normativité (système culturel) plutôt que sur le patriarcat (système politico-économico-social) et les rapports de pouvoir qui le reproduisent. En corollaire, le féminisme postmoderne perd de vue, bien souvent, le contact avec les faits tangibles de l'expérience des femmes et les enjeux sociopolitiques de la lutte féministe, étant donné son désintérêt pour les rapports sociaux concrets qui forgent les relations de tous les jours entre les femmes et les hommes.

Dans la conjoncture actuelle, tant le féminisme individualiste que le féminisme postmoderne m'apparaissent donc offrir une conception dématérialisée, sinon dépolitisée des rapports sociaux de sexe et négliger les rapports sociaux matériels, de sexe, de classe, de « race » (je mets des guillemets à l'utilisation de ce terme) et de colonialité qui coproduisent, selon une géométrie des plus variables, la division et la hiérarchie des sexes.

Sur la base d'argumentaires par ailleurs fort différents, l'un et l'autre tendent à faire abstraction des pratiques quotidiennes et des effets contraignants des conditions matérielles et idéelles qui entretiennent la division et la hiérarchie des sexes. Ils ignorent ou, au mieux, sous-estiment les enjeux socioéconomiques et politiques spécifiquement inscrits dans le corps et la sexualité des femmes, de même que les effets persistants et discriminants de la division sexuelle du travail. Les femmes se retrouvent dès lors définies dans leur individualité (la femme) et par leur genre (féminin), et non en tant que catégorie sociale ou classe politique.

La dimension conflictuelle et socialement construite des rapports sociaux de sexe (ou du genre) et des clivages qui en résultent est par conséquent déclinée sur un mode résolu mineur. De nouvelles revendications identitaires et d'*empowerment* ainsi que le refus de la bicatégorisation genrée occupent l'avant-scène. Il s'ensuit une indifférence, sinon une contestation de l'utilité théorique et stratégique de toute problématique formulée en termes de division sociale des sexes. Une telle orientation non seulement met en veilleuse la dimension collective et politique du féminisme, mais encore néglige la défense du bien commun qui constitue le fondement même de son éthique.

Cet abandon de l'analyse en termes de rapports sociaux caractérise tout particulièrement la posture de celles qui, sur la base de leur appartenance générationnelle, s'identifient à une hypothétique troisième vague féministe pour se démarquer des conceptions et des revendications du féminisme dit de la deuxième vague. Cédant au leurre de l'égalité déjà acquise ou abandonnant le terrain du politique, ces dernières misent sur les capacités personnelles des femmes pour « gagner » un égal accès aux ressources de même que pour faire

les choix qui leur conviennent, peu importe leur niveau d'acceptabilité sociale.

À titre d'exemple, dans le débat sur prostitution/travail du sexe qui divise le mouvement des femmes, *a contrario* des courants de pensée qui considèrent la prostitution comme une forme d'exploitation sexuelle et économique des femmes, elles envisagent la prostitution comme un travail légitime dont elles préconisent la libéralisation et la professionnalisation au nom du primat de la liberté individuelle et du principe néolibéral du droit à la libre entreprise. Il ne s'agit plus, en tel cas, de dénoncer l'appropriation du corps des femmes, mais bien, pour les individualistes, de garantir l'accès à tous les espaces du social et, pour les postmodernes, de respecter le droit et la liberté des femmes de se prémunir contre toute invasion prescriptive susceptible de restreindre l'expression de leur individualité et de leur autonomie. Une telle interprétation de la liberté de choix, il va sans dire, fait trop rapidement l'économie des divers rapports de pouvoir qui traversent la vie des femmes et préfigure, pour reprendre une expression de Nicole-Claude Mathieu, la « mort du sujet politique relationnel ».

Les visées égalitaristes ou plus largement de justice sociale du projet féministe y sont donc *de facto* reléguées au second plan, tout comme est évacuée, sur la base de la primauté des droits et des choix individuels, l'idée radicale d'une subversion collective des rapports sociaux de sexe. Il s'ensuit une dépolitisation de la question femmes qui rend difficile le partage d'un projet féministe concerté.

Le féminisme solidaire

Les changements provoqués par le féminisme et l'évolution différenciée de la situation des femmes, ici et ailleurs, ne provoquent pas qu'un repli individualiste ou une focalisation sur l'identité sexuelle. Bien au contraire. Sous l'influence des critiques et des propositions des féministes lesbiennes, afro-américaines, postcoloniales, *chicanas* ou *latinas*, pour ne mentionner que celles-là, qui se retrouvent difficilement dans les analyses féministes dominantes, une réflexion sur l'objet et les finalités mêmes du féminisme occupe de plus en plus

d'espace dans le champ féministe au Québec, comme ailleurs, et s'accompagne d'une volonté de développer des propositions et stratégies plus inclusives.

Ces critiques, provenant d'espaces considérés comme périphériques, marginalisés ou laissés pour compte, remettent en question, faut-il le rappeler, le potentiel conceptuel et transformateur d'un féminisme dépeint comme « blanc » et occidental, et surtout la pertinence d'une lutte sociopolitique menée sous la bannière d'un Nous-femmes; Nous-femmes jugé monolithique et fictif dans la mesure où une telle catégorisation, d'une part, n'accorde pas suffisamment d'importance, voire évacue selon certaines, les disparités et clivages socioéconomiques, culturels et raciaux produits notamment par le colonialisme qui assignent et confinent une grande partie des femmes à travers le monde à une position de subalternes, pour reprendre le terme de Spivak. D'autre part, le Nous-femmes, insistent les féministes des Suds, présuppose l'homogénéité du groupe social des femmes, alors que plusieurs d'entre elles occupent des positions de pouvoir, au regard des dynamiques de pouvoir/privilege/domination inhérentes aux divers systèmes d'oppression.

De telles critiques trouvent d'autant plus résonance au sein du mouvement des femmes québécois et de sa « branche académique » que celui-ci est assez fortement remis en question par les critiques formulées par des groupes de femmes immigrantes, autochtones ou en situation de précarité ou d'incapacité qui ne se voient pas représentées dans les discours et les pratiques du mouvement. Et cela, alors qu'il devient de plus en plus évident que les femmes sont touchées différemment par la globalisation des marchés et les priorités néolibérales et que de larges pans de l'analyse féministe demeurent silencieux sur les effets générés, tant au niveau local que mondial, par l'intensification de la division sexuelle internationale du travail; la compétition Nord/Sud pour les emplois; l'utilisation de la division sexuelle du travail pour tirer profit de la sous-évaluation du travail des femmes ou encore la féminisation d'une immigration de nécessité et l'externalisation des services domestiques et aux personnes, pour ne nommer que quelques-uns des phénomènes à l'œuvre.

Largement inspiré par les réflexions et les pratiques militantes développées au Québec depuis la *Marche du pain et des roses* de 1995, le courant de pensée que j'ai désigné sous le vocable de *féminisme solidaire* (Descarries, 1998), pour bien marquer son ancrage dans le mouvement des femmes, se déploie comme un projet de transformation sociale globale, localement impliqué dans les luttes contre la pauvreté, le racisme, l'homophobie, le colonialisme, l'attrition de l'État providence.

Cet objectif de développer une lecture plus actualisée et multidimensionnelle rallie désormais un nombre de plus en plus grand de militantes et d'universitaires au Québec. Celles-ci poursuivent la double ambition de créer des liens entre les Québécoises et les femmes d'ailleurs pour soutenir – tel fut le cas dans le cadre de la *Marche mondiale des femmes en l'an 2000* – des luttes féministes transnationales tout en militant pour une meilleure redistribution des ressources et une réduction des clivages socioéconomiques entre les femmes du Québec.

Le féminisme solidaire, tel que je l'observe au Québec, s'inscrit donc dans une logique de continuité paradigmatique et stratégique avec la dimension sociopolitique du féminisme des rapports sociaux de sexe. Cependant, bien que la division sociale et la hiérarchie des sexes (le genre) demeurent la clé de sa force de mobilisation, le caractère limité des analyses et des stratégies basées sur la seule variable sexe/genre y est reconnu et critiqué (Maillé, 2007).

L'enjeu devient donc de se dégager du caractère naturalisant ou homogénéisant reproché au Nous-femmes, pour penser en des termes plus complexes d'interdépendance des rapports sociaux ou encore de « consubstantialité », notion que propose Danièle Kergoat (2009) pour penser la co-extensivité, « l'imbrication des différentes oppressions depuis une compréhension dynamique des rapports de pouvoir » ; rapports de pouvoir qui, bien que distincts et possédant une autonomie relative, ne peuvent être compris ou analysés isolément en ce qu'ils se produisent et se coproduisent mutuellement. Le « Nous les femmes » ou le « Nous féministes » dont il est dorénavant question se déploie en plusieurs configurations inscrites dans les conjonctures et

les conditions matérielles et spatio-temporelles dans lesquelles ce « nous » est pensé et agi.

Le projet solidaire appelle dès lors à l'élaboration d'une vision plus complexe et actualisée des expériences plurielles des femmes, mais il invite également à prendre en considération les intérêts divers et divergents portés par différents groupes de femmes, de même que les divisions et les tensions générées par l'interaction, l'entrecroisement des rapports de sexe avec les autres rapports sociaux de division et de hiérarchie. Profondément politique, le féminisme solidaire porte en conséquence, à partir du point de vue des femmes, un projet de transformation sociale proche des luttes anticapitalistes, altermondialistes et antiracistes. Proximité qui le rapproche aussi des perspectives développées par le féminisme matérialiste et l'amène à déployer des idées de ralliement et de recouvrement des luttes.

L'intérêt que je vois dans le féminisme solidaire est donc sa capacité à se distancier de la « fiction » d'une femme universelle, d'un Nous-femmes universel, tout en reconnaissant le fait social de l'existence d'un système, idéologique et matériel, universel de domination patriarcale de configurations différentes selon les temps et les espaces. Il offre, ce faisant, un meilleur coffre à outils théoriques et stratégiques pour aborder la question de l'hétérogénéité de la « classe » des femmes et développer une approche féministe intégrée et transversale attentive aux situations de discrimination, multiples et simultanées, vécues par les groupes de femmes marginalisées ou minorisées dans des espaces géopolitiques similaires ou distincts. Et cela au regard de la conviction qui m'habite que toute analyse socioéconomique et politique entreprise du point de vue des femmes se doit d'éviter l'oblitération des formes matérielles des rapports sociaux de sexe et ne se justifie que si et seulement si elle fait intervenir l'imbrication et l'interdépendance du genre/des rapports de sexe avec les autres systèmes de division et de hiérarchie que travaillent le capitalisme, le racisme et le colonialisme, sans pour autant secondariser le patriarcat.

Bref, pour me résumer, ce que j'observe de mon point de vue situé de sociologue féministe québécoise, c'est que le féminisme solidaire est traversé par une volonté conceptuelle et stratégique d'élaborer un discours et des pratiques féministes informés par le social et qui

tiennent compte de la consubstantialité et de la coproduction des rapports sociaux comme de la « transversalité des rapports sociaux de sexes » dans toutes les sphères du social. Il importe ici de rappeler, comme le fait Danielle Juteau (2010, p. 77), que « théoriser ce rapport transversal spécifique n'équivaut pas à le placer au-delà d'autres clivages sociaux ni à reléguer d'autres rapports à l'arrière-plan », aucun rapport social, comme le souligne Kergoat (2009, p. 118), n'ayant la primauté en tout temps et en toute circonstance. Mais une telle perspective de réflexion et d'action demeure essentielle pour mettre en lumière un rapport de pouvoir trop souvent escamoté et secondarisé sinon occulté, pour penser le changement social et organiser la lutte contre la division sociale des sexes et ses principales manifestations.

Il va sans dire que cette volonté de partager un projet féministe inclusif dont le prolongement va bien au-delà de la « condition féminine » pose de nombreux défis, surtout lorsqu'il s'agit de transposer la théorie en pratiques ou d'échapper à l'emprise normative des rapports de sexe. En effet, l'enjeu de déconstruire cette représentation d'une femme universelle, qui constituait l'assise de ralliement du féminisme égalitariste des années 1960, tout en maintenant l'idée d'un rapport social universel de domination patriarcale, qui crée la classe politique femmes, ou la « série » comme le propose Young (1998), demeure irrésolu. Mobiliser autour d'un « Nous les femmes » comme sujet collectif de libération, tout en faisant place aux différences entre les femmes, aux tensions et positions qui les divisent, comme aux dilemmes identitaires vécus par certaines d'entre elles, s'avère actuellement quasi impossible, alors qu'au quotidien, développer un vocabulaire et une pratique capables d'accueillir toutes les femmes en évitant de dépolitiser, de secondariser la lutte spécifique des femmes, ou pis, d'évacuer tout simplement les rapports de sexe, le genre de l'analyse, constitue un défi de taille.

Enfin, pour la militante de longue date que je suis, une question est au centre de mes préoccupations. Comment maintenir le caractère subversif et mobilisateur du féminisme tout en faisant place à une vision plus complexe et actualisée des expériences plurielles des femmes, sans pour autant succomber au relativisme culturel et abandonner la critique du patriarcat ? Le féminisme solidaire m'apparaît

à cet égard le courant de pensée et d'action politique le plus susceptible, d'une part, d'intégrer les critiques qui l'invitent au rejet de l'unicité illusoire créée par l'utilisation de la catégorie femmes en études féministes et, d'autre part, de contribuer au renouvellement de l'analyse critique et stratégique du féminisme en rendant intelligible la configuration dynamique et mouvante des divers rapports sociaux de division et d'oppression qui traversent la vie des femmes et introduisent des clivages entre elles.

Références

- Butler, J. (2005 [1999]). *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, La Découverte.
- Descarries, F. (1998). « Le projet féministe à l'aube du XXI^e siècle : un projet de libération et de solidarité qui fait toujours sens », *Cahiers de recherche sociologique*, n° 30, p. 179-210.
- Juteau, D. (2010). « "Nous" les femmes : sur l'indissociable homogénéité », *L'Homme et la Société*, 2010/2 n° 176-177, p. 65-81.
- Kergoat, D. (2009). « Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux », dans E. Dorlin (dir.), *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*, Paris, Presses universitaires de France, coll. Actuel Marx confrontation, p. 111-125.
- Maillé, C. (2007). « Réception de la théorie postcoloniale dans le féminisme québécois », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, p. 91-110.
- Rosanvallon, P. (2013). « L'idéal démocratique, c'est une réflexion sur l'égalité », entrevue réalisée par l'Institut du Nouveau Monde, <http://inm.qc.ca/blog/lideal-democratique-cest-une-reflexion-sur-legalite/>.
- Spivak, G. C. (1998). « Can the Subaltern Speak? », dans C. Nelson et L. Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*, Urbana, University of Illinois Press, p. 271-313.
- Young, I. M. (1994). « Gender as Seriality: Thinking about Women as a Social Collective », *Signs*, vol. 19.